



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 21 septembre 2021

STAPS RENNES 2 : UNE MOBILISATION EMBLÉMATIQUE DE L'ÉTAT MORTIFÈRE DE L'UNIVERSITÉ !

Depuis 2017, le SNESUP-FSU et le SNEP-FSU ne cessent d'alerter le ministère et le gouvernement sur la nécessité d'un plan de rattrapage pour les filières STAPS, entre autres filières en tension, et les difficultés croissantes, tant humaines que logistiques et pédagogiques, de nombre de ces composantes.

La sous-dotation chronique des établissements universitaires qui se traduit par une grave pénurie de postes de titulaires, par la vétusté des locaux ou leur insuffisance, ou encore le manque d'infrastructures sportives, ne cesse de s'accroître en lien avec la montée croissante, pourtant prévisible, des effectifs étudiants.

Lorsqu'elle s'est faite, la rentrée se déroule aujourd'hui au prix d'une énorme dégradation des conditions de travail et d'études et de la qualité des formations. Cette dégradation affecte désormais la santé des personnels et le sens de leur métier.

6 millions d'heures complémentaires qui équivalent à presque 30 000 postes de titulaires manquants, est-ce acceptable ?

Comment peut-on envisager d'accueillir 500 000 étudiants supplémentaires depuis 10 ans alors que le taux de recrutement de personnels titulaires à l'université est à un taux historiquement bas, et qu'il ne cesse de baisser ?

La démission du directeur du département STAPS à Chambéry, là la fermeture d'un Master EPS à Valenciennes, de nombreuses alertes lancées sur d'autres STAPS en 2020-2021 (Limoges, Orléans, Evry, Font Romeu, Toulouse, Grenoble ...), et maintenant l'impossibilité d'effectuer la rentrée à Rennes 2 en STAPS résonnent comme des réponses à ces questions.

Les collègues de l'UFR Staps de Rennes 2 ont démissionné de leurs responsabilités pédagogiques parce que la situation devenait intenable pour elles et eux. Ils et elles ont fait le maximum. Ils et elles n'ont pas tenu la rentrée, simplement parce que les limites du supportable ont été franchies.

Leur combat est celui de l'Université dans son ensemble. Leur situation est emblématique et révélatrice de l'état dans lequel se trouve aujourd'hui l'enseignement supérieur et la recherche après plusieurs années de désengagement de l'État. **Nous soutenons leur lutte qui rassemble personnels et étudiant-es et leurs revendications légitimes.**

Peut-on encore continuer ainsi à accepter la dégradation des formations auxquelles les étudiant-es ont légitimement droit ainsi que celle des conditions dans lesquelles se mène la recherche ?

Un plan de rattrapage global pour toute l'université française avec un fléchage particulier pour les STAPS et les autres filières en tension est indispensable. La formation de la jeunesse est un investissement pour l'avenir et non un coût. Le ministère et le gouvernement doivent répondre dès maintenant à l'urgence et au souhait d'une partie croissante de la jeunesse d'accéder à l'enseignement supérieur. **Le projet de loi de finance pour 2022 doit être à la hauteur des enjeux.** ■